ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale

le 20 février 1949

d'une demande d'avis urgent

sur un projet d'arrêté du Régent modifiant les conditions d'admission des femmes aux allocations de chômage,

a donné en sa séance du

2 mars 1949

l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

verzocht door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg

op 28 Februari 1949, hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot wijziging van de voorwaarden van toelating van de vrouwen tot de werkloosheidsvergoedingen,

heeft ter zitting van

2 Maart 1949

het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but d'imposer de nouvelles conditions à l'admission des femmes au bénéfice des allocations de chômage.

Sous le régime de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 modifié par celui du 29 décembre 1945, elles ne pouvaient être considérées comme occupées normalement sous le régime du contrat de travail ou d'emploi que moyennant la preuve d'une occupation comme salariées pendant 75 jours au moins depuis le 1er décembre 1944. A cette date fixe est substituée une période variable de 3 ans précédant la demande d'admission ou de réadmission. En outre, à la preuve d'une occupation est substituée celle de versements correspondant à 75 jours de travail prestés pendant la dite période. Le délai est ramené de 3 ans à 1 an pour les femmes mariées vivant avec leur mari et dont les revenus professionnels ne constituent pas la principale ressource du ménage.

En outre, dans l'un comme dans l'autre des cas ci-avant envisagés, la présomption irréfragable du système actuellement en vigueur est remplacée par une présomption qui peut être renversée par la preuve fournie par l'intéressée que la prestation exigée n'a pu être accomplie ou les versements requis effectués, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

Enfin, le projet prévoit la révision annuelle de la situation des femmes mariées non séparées qui ne pourront continuer à bénéficier des allocations que si les conditions exigées ont été réunies au cours de l'année qui précède cette révision.

Le projet a pour conséquence juridique anormale de placer les femmes mariées dans une situation moins favorable que les autres en mettant dans certains cas à leur charge une preuve qui n'est pas imposée à celles qui sont engagées dans les liens d'une union de fait.

L'arrêté projeté est pris en exécution de l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944. A cet égard le Conseil d'Etat renvoie à l'avis qu'il a émis le 7 février 1949 sur un projet d'arrêté du Régent "concernant l'octroi d'allocations de chômage par le fonds provisoire de soutien des chômeurs aux ouvriers saisonniers", à savoir qu'il faut considérer les conditions imposées aux chômeurs pour bénéficier des allocations, comme des modalités de fonctionnement du fonds provisoire.

Le Conseil d'Etat formule au sujet du texte du projet les remarques suivantes:

INTITULE.

Le Conseil d'Etat propose : "Arrêté du Régent modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique du fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, complété par l'arrêté du Régent du 29 décembre 1945."

PREAMBULE.

1.

L'intitulé de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 n'est pas fidèlement reproduit.

2.

Il convient de viser l'avis du Conseil d'Etat.

Article 1er.

La modification proposée à l'article 76 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 est de nature à allonger démesurément le texte de cet article. De plus les nouvelles dispositions participent d'ordres d'idées différents.

Pour ces motifs, le Conseil d'Etat propose d'en faire l'objet d'articles séparés portant les Nos. 76bis, ter et quater.

Ces nouvelles dispositions feraient l'objet d'articles distincts dans l'arrêté projeté.

Article 2.

L'exécution et la mise en vigueur doivent faire l'objet de dispositions distinctes.

Le Conseil d'Etat propose en outre certaines modifications de rédaction et de présentation qui figurent dans le texte qui suit :

ARRETE DU REGENT MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 26 MAI 1945 ORGANIQUE DU FONDS PROVISOIRE DE SOUTIEN DES CHOMEURS INVOLONTAIRES, COMPLETE PAR L'ARRETE DU REGENT DU 29 DECEMBRE 1945.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, et notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique du fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires et notamment l'article 76;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er -

Il est inséré dans l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 un article 76bis ainsi conçu :

"Article 76bis.- Sont considérés jusqu'à preuve contraire comme n'étant pas occupées normalement sous le régime du contrat de travail ou d'emploi :

1° les femmes célibataires, veuves, divorcées, séparées de corps ou simplement séparées de fait ainsi que les femmes mariées dont les revenus professionnels constituent la principale ressource du ménage, qui ne prouvent pas qu'ont été effectués pour leur compte les versements prévus par l'article 3 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, pour 75 journées entières de travail effectif. Ces versements doivent être justifiés par des prestations accomplies au cours de la période de trois ans précédant la demande d'admission ou de réadmission au bénéfice des allocations de chômage.

2° les autres femmes mariées qui ne prouvent pas qu'ont été effectués pour leur compte les mêmes versements. Ceux-ci doivent être justifiés par des prestations accomplies au cours de la période d'un an précédant la demande d'admission ou de réadmission aux allocations de chômage. La situation de celles qui bénéficient des allocations de chômage sera revue chaque année, le premier lundi du mois de juillet. Le bénéfice des allocations ne leur sera maintenu que si elles prouvent que ces prestations ont été accomplies au cours de l'année précédant la révision."

Article 2.-

Il est inséré dans le même arrêté un article 76ter ainsi conçu :

"Article 76ter.- La preuve contraire aux présomptions établies par l'article précédent peut être faite par toutes voies de droit et doit porter sur le fait que c'est par suite de circonstances indépendantes de la volonté de l'intéressée que celle-ci n'a pas accompli les prestations de travail requises ou que les versements exigés n'ont pas été effectués."

Article 3.-

Il est inséré dans le même arrêté un article 76 quater ainsi conçu :

"Article 76quater.- Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut, sur avis conforme du conseil de direction du fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, modifier à raison des circonstances économiques et pour une industrie ou une région déterminée, les périodes visées à l'article 76bis du présent arrêté."

Article 4.-

Le dernier alinéa de l'article 76 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, complété par l'arrêté du Régent du 29 décembre 1945, est abrogé.

Article 5.-

Le présent arrêté entre en vigueur le

Article 6.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Het ontwerp heeft tot doel nieuwe voorwaarden te stellen voor het toelaten van de vrouwen tot het genieten van werklozensteun.

Onder het regime van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945, gewijzigd bij dat van 29 December 1945, konden zij slechts als zijnde normaal terwerkgesteld onder het stelsel van het arbeids- of bediendencontract beschouwd worden, wanneer zij het bewijs konden leveren dat zij sedert 1 December 1944 gedurende ten minste 75 dagen als loontrekkenden terwerkgesteld waren. Deze vaste datum wordt vervangen door een veranderlijke periode van 3 jaar, voorafgaande aan de aanvraag tot toelating of tot wedertoelating. Bovendien wordt het bewijs van een tewerkstelling vervangen door het bewijs van stortingen, beantwoordend aan 75 dagen van werkelijke arbeid gedurende de bedoelde periode. De termijn wordt van 3 jaar op 1 jaar teruggebracht voor de gehuwde vrouwen die met hun man samenwonen en wier beroepsinkomen niet het voornaamste bestaansmiddel van het huishouden vormt.

Daarenboven wordt, in de beide hierboven besproken gevallen, het onweerlegbaar vermoeden van het thans vigerende stelsel vervangen door een vermoeden, dat kan vernietigd worden door de belanghebbende, als zij het bewijs levert dat zij, ingevolge omstandigheden onafhankelijk van haar wil, de vereiste prestatie niet heeft kunnen verrichten of de nodige stortingen niet heeft kunnen doen.

Tenslotte voorziet het ontwerp de jaarlijkse herziening van de toestand der niet gescheiden gehuwde vrouwen, die de steun slechts zullen kunnen blijven genieten indien in de loop van het jaar, die de herziening voorafgaat, alle vereiste voorwaarden aanwezig waren.

.../...

Het abnormale juridisch gevolg van het ontwerp is, dat de gehuwde vrouwen in een minder gunstige toestand komen te staan dan de andere, doordat zij in sommige gevallen een bewijs moeten leveren dat niet gevergd wordt van diegenen, die in buitenechtelijk verband samenleven.

Het ontworpen besluit wordt genomen ter uitvoering van artikel 7 van de besluitwet van 28 December 1944. In dit opzicht verwijst de Raad van State naar het advies dat hij op 7 Februari 1949 heeft uitgebracht over een ontwerp van besluit van de Regent "betreffende toekenning van werkloosheidsvergoedingen door het voorlopig Steunfonds voor werklozen aan de seizoenarbeiders", te weten, dat de voorwaarden, welke de werklozen moeten vervullen om steun te genieten, moeten beschouwd worden als werkingsmodaliteiten van het voorlopig Fonds.

De Raad van State formuleert omtrent de tekst van het ontwerp de volgende opmerkingen:

TITEL.

De Raad van State stelt voor: "Besluit van de Regent tot wijziging van het organiek besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen, aangevuld bij het besluit van de Regent van 29 December 1945".

INLEIDING.

1.

De titel van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 is niet getrouw overgenomen.

2.

Er moet melding worden gemaakt van het advies van de Raad van State.

.../...

Artikel 1.-

De voorgestelde wijziging aan artikel 76 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 zou de tekst van dit artikel uitermate verlengen. Bovendien behoren de nieuwe bepalingen niet tot éénzelfde gedachtengang.

Om deze redenen stelt de Raad van State voor ze op te nemen in afzonderlijke artikelen, die de nummers 76 bis, ter en quater zouden krijgen. Deze nieuwe bepalingen zouden in het ontworpen besluit onderscheiden artikelen worden.

Artikel 2.

De last tot tenuitvoerlegging en het inwerkingtreden moeten in afzonderlijke bepalingen worden behandeld.

De Raad van State stelt verder enkele wijzigingen in de redactie en in de inkleding voor; zij zijn in de volgende tekst opgenomen:

Besluit van de Regent tot wijziging van het organiek besluit van de Regent betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen, aangevuld bij besluit van de Regent van 29 December 1945.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke verzekering der arbeiders, en inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het organiek besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen en inzonderheid op artikel 76;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

In het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 wordt een artikel 76 bis ingelast, luidend als volgt :

"Artikel 76 bis - worden, tot bewijs van het tegendeel, geacht niet normaal onder het stelsel van het arbeids- of bediendencontract te werk gesteld te zijn :

1° de vrouwen, die ongehuwd, weduwe, uit de echt gescheiden, van tafel en bed of alleen feitelijk gescheiden zijn, evenals de gehuwde vrouwen, wier beroepsinkomen het voornaamste bestaansmiddel van het huishouden is, die het bewijs niet leveren dat, voor hun rekening, de stortingen werden gedaan, bepaald bij artikel 3 der besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke verzekering der arbeiders, voor 75 volle effectieve werkdagen. Deze stortingen moeten gerechtvaardigd zijn door prestaties, verricht in de loop van de periode van drie jaar, die de aanvraag tot toelating of wedertoelating tot het voordeel van de werklozensteun voorafgaat,

2° De andere gehuwde vrouwen, die het bewijs niet leveren dat dezelfde stortingen voor hun rekening werden gedaan. Deze laatste moeten gerechtvaardigd zijn door prestaties verricht in de loop van de periode van een jaar, die de aanvraag tot toelating of wedertoelating tot werklozensteun voorafgaat. De toestand van diegenen, die werklozensteun genieten, zal ieder jaar, de eerste Maandag der maand Juli worden herzien. Zij behouden het voordeel van werklozensteun enkel indien zij het bewijs leveren dat die prestaties werden verricht in de loop van het jaar, dat de herziening voorafgaat".

Artikel 2.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 76 ter ingelast luidend als volgt :

"Artikel 76 ter. Het tegenbewijs van de bij het voorgaande artikel bepaalde vermoedens kan door alle rechtsmiddelen worden geleverd en moet slaan op het feit, dat de belanghebbende de vereiste arbeidsprestaties niet heeft verricht of dat de nodige

.../...

stortingen niet worden gedaan, ingevolge omstandigheden die onafhankelijk zijn van haar wil".

Artikel 3.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 76 quater ingevoegd dat luidt als volgt :

"Artikel 76 quater.- De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan, op eensluidend advies van de directieraad van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen, de in artikel 76 bis van dit besluit bedoelde periodes wijzigen, naargelang van de economische omstandigheden en voor een bepaalde nijverheid of streek".

Artikel 4.-

De laatste alinea van artikel 76 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 wordt opgeheven.

Artikel 5.-

Dit besluit treedt _____ in werking.

Artikel 6.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,de

Vanwege de Regent,

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents :

Messieurs : J.SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
de Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V.DEVAUX, conseillers d'Etat
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State

assesseurs de la section de législation
bijzitters van de afdeling wetgeving

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,